

« Le cliché de banques suisses comme forteresses sans supervision doit disparaître »

Yves Mirabaud, président de l'Association de banques privées suisses, estime, dans une tribune au « Monde », que les établissements financiers helvétiques sont désormais en conformité avec les règles internationales de transparence.

LE MONDE ECONOMIE | 24.11.2017 à 11h07 • Mis à jour le 24.11.2017 à 11h43 | Par Yves Mirabaud (Président de l'Association de banques privées suisses)



« Il est incompréhensible que la France continue à refuser aux banques suisses l'accès à son marché, sinon par pure mesure protectionniste. » DENIS BALIBOUSE / REUTERS

Tribune. La Suisse a réalisé un travail en profondeur pour mettre à jour sa réglementation et se conformer aux standards internationaux. Plus que jamais, sa place financière représente un partenaire fiable, solide et de première catégorie. Le cliché qui dépeint les banques suisses comme des forteresses muettes sans supervision doit disparaître.

En décembre 2016, le quatrième rapport d'évaluation mutuelle de la Suisse par le Groupe d'action financière (GAFI) a donné à la Suisse un bon résultat d'ensemble, supérieur à la moyenne des pays déjà évalués. Pour rappel, il garantit que la Suisse prend toutes les mesures appropriées afin de prévenir, détecter, communiquer et sanctionner le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Lire aussi : Evitement de l'impôt : « Il faut repenser les règles du jeu »

[\(/idees/article/2017/11/24/evitement-de-l-impot-il-faut-repenser-les-regles-du-jeu_5219707_3232.html\)](http://idees/article/2017/11/24/evitement-de-l-impot-il-faut-repenser-les-regles-du-jeu_5219707_3232.html)

En outre, la Suisse s'apprête à mettre en place un arsenal législatif comparable à la directive européenne « MiFID II », qui vise à harmoniser les conditions d'exercice des prestataires de services d'investissement à travers l'Union européenne (UE) et protéger les clients.

Les plus sûres au monde

En juillet 2016, la Suisse a obtenu du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, la note « *conforme pour l'essentiel* », à savoir la même note que le Royaume-Uni, les Etats-Unis, Hongkong, Singapour ou le Luxembourg. De plus, la Suisse a annoncé son intention de mettre en œuvre l'échange automatique de renseignements avec 83 pays et territoires au moins.

EN 2016, LA
SUISSE A OBTENU
DU FORUM
MONDIAL SUR LA
TRANSPARENCE
ET L'ÉCHANGE DE
RENSEIGNEMENTS
À DES FINS
FISCALES LA
MÊME NOTE QUE
LE ROYAUME-UNI,
LES ETATS-UNIS,
HONGKONG,
SINGAPOUR OU
LE LUXEMBOURG

Les banques suisses collectent depuis le 1^{er} janvier 2017 les informations requises par le standard de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour tous les pays de l'UE. Dans ce contexte, on ne peut que déplorer qu'une grande place financière comme les Etats-Unis ne participe pas à ce standard international et mine ainsi son efficacité.

Enfin, la Suisse respecte strictement les ratios de fonds propres et de liquidités du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, si bien que ses banques figurent parmi les plus sûres au monde. A ces efforts pour se conformer aux exigences réglementaires internationales s'ajoute le fait que la Suisse est un pays ouvert. Elle accueille volontiers les activités des banques françaises qui peuvent y démarcher et y servir des clients sans être contraintes d'implanter des entités commerciales sur le territoire helvétique.

Une inégalité de traitement flagrante

Au vu de tous ces éléments, il est incompréhensible que la France continue à refuser aux banques suisses l'accès à son marché, sinon par pure mesure protectionniste. En effet, les banques suisses ne disposant d'aucune succursale en France se voient aujourd'hui contraintes d'attendre passivement que leurs potentiels clients français viennent d'eux-mêmes en Suisse pour poser des questions ou ouvrir un compte.

Cela constitue une inégalité de traitement flagrante. L'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni autorisent déjà les établissements helvétiques à interagir avec des clients sur leur sol ou depuis la Suisse. Alors pourquoi pas la France ?

Lire aussi : « Paradise Papers » : « Ce sont les politiques qui sont cette fois sous les feux des projecteurs » ([/idees/article/2017/11/24/paradise-papers-ce-sont-les-politiques-qui-sont-cette-fois-sous-les-feux-des-projecteurs_5219715_3232.html](https://idees/article/2017/11/24/paradise-papers-ce-sont-les-politiques-qui-sont-cette-fois-sous-les-feux-des-projecteurs_5219715_3232.html))

Il ne faut pas craindre de permettre aux banques suisses de servir des clients français. Une plus grande ouverture servirait les investissements dans l'Hexagone, comme le démontre l'exemple de la convention conclue entre les autorités de surveillance suisse et française en 2000 sur la reconnaissance réciproque des approbations de placements collectifs, grâce à laquelle les fonds français s'avèrent plus fournis. En outre, les banques suisses pourraient, grâce à leurs services multidevises, fournir plus facilement leur aide aux entreprises françaises qui travaillent avec d'autres devises que l'euro.

Fermer son marché pour protéger son industrie bancaire est un mauvais calcul. A l'inverse, des marchés ouverts contribuent à une utilisation optimale des ressources d'un pays. Ils stimulent la concurrence, améliorent la compétitivité et incitent les entreprises à faire preuve d'efficacité et d'innovation. Selon l'OCDE, « *les gains qu'un pays tire des échanges découlent pour une grande part de la libéralisation de son propre marché* » et ces avantages « *sont largement accrus lorsque l'accès aux marchés des autres pays est amélioré* ». Un échange dont tous les acteurs ressortent gagnants.